

www.madagate.com



Zhu Min : économiste et homme politique chinois né en 1952 à Shanghai ; conseiller spécial auprès du directeur général du Fonds monétaire international puis directeur général adjoint, après avoir été ancien vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine



Le Premier ministre, Kolo Roger, à Tsimbazaza, le 9 mai 2014

Ci-après, l'avis d'un expert qui dément formellement l'assertion du Premier ministre, Kolo Roger, comme quoi, à Madagascar « *la croissance économique atteindra 7% en 2014* ». Phrasé intégrale prononcée en français, le 9 mai 2014, par le Premier ministre, à l'Assemblée nationale de Tsimbazaza, à propos d'atteinte « *d'objectifs ambitieux* »

:

«

C'est pourquoi, il nous faut une volonté politique pour parvenir à des objectifs ambitieux en passant par une relance du développement.

Ces objectifs exigent un taux de croissance économique de 7% dès le deuxième semestre 2014

et à deux chiffres en 2015

>>

.

* * * * *



Min Zhu au milieu d'étudiants malgaches

Déclarations de Min Zhu, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), à l'issue de sa visite de deux jours à Madagascar (29-30 juin 2014), dans le cadre d'une tournée dans l'océan Indien

:

« Ma visite a été très productive, et je tiens à remercier le Premier Ministre Roger Kolo, le Ministre des Finances et du Budget Jean Razafindravonona, ainsi que Mme Vonimanitra Razafimbelo, Gouverneur par intérim de la Banque centrale, de leur hospitalité et des entretiens fructueux que nous avons eus. J'ai aussi eu l'honneur de prononcer une allocution devant les étudiants de l'Université d'Antananarivo et les services du FMI ont également effectué une visite de la communauté d'entraide du village Akamasoa ainsi qu'une visite à Anjozorobe, où l'organisation non gouvernementale Fanamby s'emploie à promouvoir la soutenabilité environnementale. Ces dernières sont un bon exemple de ce qu'il est possible de faire pour lutter contre la pauvreté au moyen des ressources locales et en préservant l'environnement.

«Mes entretiens avec les autorités, les étudiants et la société civile ont porté sur un grand nombre de sujets d'actualité, tels que le maintien de la stabilité macroéconomique et financière, le rôle de la banque centrale dans l'économie et la nécessité pour les pouvoirs publics de mener des actions de nature à promouvoir une croissance économique durable et inclusive et la réduction de la pauvreté. Les cinq dernières années, la lenteur de la croissance et le recouvrement déficient des recettes ont entraîné une forte compression de l'investissement public et des dépenses sociales ainsi que l'accumulation d'arriérés budgétaires intérieurs. **La croissance économique devrait atteindre 3% en 2014**

grâce essentiellement au secteur minier, puis prendre davantage d'ampleur en 2015, à mesure que les réformes continueront d'être mises en œuvre pour stimuler l'économie. Nous sommes convenus avec les autorités que le principal enjeu à moyen terme pour Madagascar consiste à créer les bases solides d'une accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté.



«Les autorités ont réaffirmé la détermination du gouvernement de préserver la stabilité macroéconomique; d'améliorer les performances budgétaires; de renforcer la gouvernance et la primauté du droit; d'attirer les investisseurs; et de promouvoir le secteur privé -qui a un rôle essentiel à jouer dans la croissance économique-. Le pays doit retrouver le chemin d'une croissance plus forte, durable et profitant à tous, qui rehaussera les niveaux de vie, créera des emplois, accélèrera la réduction de la pauvreté et améliorera le climat des investissements. Le FMI est prêt à travailler avec le gouvernement à la mise en œuvre de son programme économique. C'est dans cet esprit que **le Conseil d'administration du FMI a approuvé en juin 2014 une aide financière en faveur de Madagascar au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) d'un montant équivalent à 30,55 millions de DTS (environ 47,1 millions de dollars EU) à l'appui du programme de redressement économique des autorités.**

«L'aide financière du FMI servira à mettre en œuvre un ensemble de politiques et mesures économiques et structurelles pour rétablir la stabilité macroéconomique et renforcer les capacités du gouvernement malgache. Je suis convaincu que le gouvernement continuera de promouvoir la bonne gouvernance et la primauté du droit, tout en créant un environnement favorable aux entreprises, aux investisseurs et aux réformes pour stimuler une croissance inclusive ».

Dossier de Jeannot Ramambazafy - www.madagate.com